

Madame la Présidente,

Vous avez convoqué le Comité Technique Paritaire Local (CTPL) ce mardi 13 janvier 2009 avec à l'ordre du jour un point particulièrement important :

La répartition des emplois 2009.

Les organisations syndicales FO, CGT et CFTC du Trésor des Alpes Maritimes ont décidé unanimement de boycotter ce CTPL pour protester contre les amputations de nos effectifs et **exprimer fortement la colère et le refus des personnels** d'être, une nouvelle fois, victimes **avec les usagers du Service Public**, d'une politique de suppression des missions et des emplois...

Vous allez acter les 20 suppressions, ce qui portera à 105 le nombre de pertes d'emplois depuis 2004.

Pour FO, la CGT et la CFTC, ces suppressions relèvent d'une approche politique purement dogmatique de nos gouvernants. C'est encore plus flagrant en cette période de crise majeure pour l'emploi. Devant le chômage qui explose, quel exemple donne l'Etat-patron en continuant de supprimer ses fonctionnaires ?

Dans notre administration, ces suppressions induisent une dégradation des conditions de travail, mais aussi de la qualité du service rendu à tous nos publics, et remettent en cause le droit à la mobilité des agents.

Les postes et services se trouvent en permanence sur le fil du rasoir et le moindre dysfonctionnement se transforme rapidement en catastrophe.

Nous pourrions prendre en exemple les files d'attente à nos guichets lors des échéances de fin d'année 2008 et particulièrement au SIP de Menton, premier exemple de la fusion DGI/DGCP, elle-même censée générer dans la tête de nos dirigeants encore plus de gains de productivité.

Aujourd'hui, c'est sur la santé des agents que pèsent tous les efforts consentis pour tenter de maintenir un service rendu correct à nos concitoyens.

L'efficacité qui consiste à faire mieux avec moins de moyens est une invention de technocrate tendant à justifier les restrictions.

Les agents, sur le terrain, attendent autre chose que des mots.

Ils attendent au contraire que leurs efforts collectifs soient récompensés, que soit enfin reconnue leur qualification et que leur carrière soit améliorée.

Ils attendent aussi que leur salaire soit revalorisé, ce qui passe par une augmentation de la valeur du point d'indice et non pas par l'individualisation de leur rémunération (ou la rémunération au mérite).

Moins de fonctionnaires, mieux payés : c'est une vieille lune à laquelle aucun fonctionnaire, et surtout pas ceux du Trésor Public, ne croit.

Madame la Présidente, nous voulons solennellement vous alerter sur l'amertume, la lassitude et l'aggravation du mal être au travail engendrées par la réduction permanente des moyens. Ces sentiments ne manqueront pas de s'exprimer, n'en doutons pas, le 29 janvier par la grève et la manifestation.

**Pour FO**

**Pour la CGT**

**Pour la CFTC**

**Philippe CINQ**

**Jean VANNIER**

**Michel MEDIANO**